

Les subsides

que c'est le premier ministre de l'Expansion industrielle régionale qui a été accusé d'allégations de conflits d'intérêts depuis le temps de l'ancien ministre C.D. Howe du gouvernement libéral dans les années 1950 qui avait de forts liens avec le monde des affaires.

Alors il faut se demander si vraiment les allégations venant de ce côté, de l'Opposition, étaient sans fondement. Pourquoi le ministre a-t-il donné sa démission? Effectivement, il a reconnu que les faits son là. Ce ne sont pas simplement des allégations, ce sont des faits. On peut regarder le fait que M^{me} Stevens est vice-présidente de la compagnie qui est filiale de la compagnie de M. Stevens. On peut voir le fait que le chef de *Magna International* reconnaît publiquement—à moi et aux journalistes—qu'il a rencontré M^{me} Stevens qui était à la recherche d'un prêt et qui, éventuellement, a reçu un prêt sans intérêt pour une période d'un an. Et je ne peux pas voir comment le député de Charlevoix ne peut pas reconnaître qu'il y a des allégations très sérieuses qui justifient la démission du ministre, de la même façon que le ministre des Communications (M. Masse) a donné sa démission à cause des allégations en ce qui touchait sa campagne électorale et puis éventuellement, dans ce cas-là, il a été jugé non coupable et est retourné au ministère. Si le ministre de l'Expansion industrielle régionale était vraiment soucieux de sa responsabilité comme ministre, il aurait donné sa démission ici au moins il y a une semaine.

M. Hamelin: Monsieur le Président, tout d'abord la corrélation faite par mon honorable collègue avec un nommé C.D. Howe, le traitant d'homme d'affaires qui a des liens . . . S'il faut bien comprendre mon collègue, on devrait mettre un poète aux Finances et un joueur de violon à l'Expansion industrielle régionale.

Moi, je veux dire que, moi, je suis très heureux que nous ayons des hommes de finances, des hommes d'affaires, des hommes qui ont des liens, bien sûr, avec le monde financier, qui connaissent ce qu'est un bilan. C'est plus intéressant.

Donc, au départ, on s'entend là-dessus que pour faire de la poésie, on est mieux d'avoir des poètes, et remarquez-bien que dans ma circonscription j'ai plusieurs poètes, des peintres, je les admire et je les aime . . .

M. Cassidy: Il faut qu'ils soient honnêtes, aussi, n'est-ce-pas?

Une voix: A Baie-St-Paul!

M. Hamelin: Oui, à Baie-St-Paul c'est magnifique. Je vous invite d'ailleurs à venir aider l'économie de ma circonscription.

Mais, cela étant dit, ce sont des affirmations et des allégations que vous me faites et vous transformez cette enceinte en cour de justice.

M. Gauthier: C'est un débat!

M. Hamelin: Je ne juge pas sur le fond du problème que vous avez soulevé . . .

Mme Copps: C'est ça le problème!

M. Hamelin: Le ministre a décidé, selon vous, en retard, de démissionner ce matin. Je pense qu'il l'a fait, il aurait pu continuer de vous supporter, il aurait pu continuer de recevoir vos accusations, vos allégations. Et comme le dit un proverbe arabe: «Il a tellement reçu de flèches sur son flanc qu'elles servent de bouclier à celles qu'il reçoit maintenant.»

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je viens d'écouter l'honorable député de Charlevoix (M. Hamelin) qui nous dit que c'est notre responsabilité à nous de soumettre des bonnes choses dans le débat, c'est-à-dire de toujours dire de jolies paroles, de rester toujours gentilhommes et «gentilfemmes». Mais je pense qu'il a passé à côté, qu'il a manqué la question fondamentale.

La raison pour laquelle je suis entrée en politique, d'abord et avant tout, c'est dans le but d'avoir une chance de changer un peu la vie des Canadiens et des Canadiennes. J'ai grandi dans la vie politique car mon père a été maire de notre ville pendant quelques années, environ quatorze ans. Lorsque mon père était maire au cours de ma tendre enfance, il y avait toujours mes bonnes amies qui me disaient: Sheila, en politique tous les politiciens sont des voleurs!

● (1650)

[Traduction]

«Ce sont des voleurs, tous les politiciens sont des voleurs». J'ai toujours cru que la politique était une profession honorable et qu'il incombait à chaque représentant élu de défendre l'honnêteté. Je pense que la défense de l'honnêteté a préséance sur les politiques partisans. Aussi sur la ligne de parti, qu'il s'agisse des libéraux, des conservateurs ou des néo-démocrates. Dans tous les partis on retrouve des députés qui sont venus au Parlement pour se mettre au service de leur pays. Comme le disait John Kennedy: «Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour votre pays.»

Dans le cas présent, monsieur le Président, nous avons sous les yeux l'exemple d'un ministre qui, par l'intermédiaire de son épouse, confond les intérêts de son pays avec ceux de l'entreprise familiale. Tout au long du débat aujourd'hui, il n'y a pas un seul député ministériel qui ait nié qu'un prêt sans intérêt de 2.6 millions ait été consenti à l'entreprise familiale dont M. Sinclair Stevens est l'actionnaire majoritaire, ni que la société, elle-même actionnaire majoritaire de la Hamil Bank, ait profité du fait que le gouvernement ait décidé de ne pas favoriser l'implantation de certaines usines ici au Canada alors que la société avait un prêt en souffrance de \$775,000. La question qui se pose maintenant . . .

[Français]

Monsieur le Président, ce n'est pas seulement la question du ministre, parce que le ministre a soumis sa démission.

M. Turner (Ottawa—Carleton): *Louder!*

Mme Copps: Le député d'Ottawa—Carleton (M. Turner) me dit «*Louder*». Oui, je vais parler plus fort. Je vais le dire plus fort parce que, maintenant, la question ne s'adresse pas seulement au ministre lui-même, mais le comportement du gouvernement et, surtout, celui du premier ministre qui a laissé traîner l'affaire pendant deux semaines sans avoir le courage de dire aucune parole aux Canadiens et aux Canadiennes.

[Traduction]

Et nous voyons ensuite le premier ministre (M. Mulroney) poser un geste incroyable en envoyant une lettre d'exonération au ministre pour le féliciter de son excellent travail et pour pleurer sur son départ. Il n'a pas eu assez de courage pour dire à la population que le ministre et sa famille avaient mal agi. Nous